

Conclusion générale

Exil, travail social et dominations croisées : repolitiser les pratiques

Rachid Bathoum

Cet ouvrage est né d'un constat partagé : l'intervention sociale contemporaine se déploie dans des contextes profondément traversés par des rapports de domination que les cadres institutionnels et professionnels peinent encore à nommer, à penser et à affronter. Qu'il s'agisse de l'exil, du racisme, des héritages coloniaux, des inégalités de classe, de genre ou de la place assignée aux minorités religieuses — musulmanes en particulier —, les pratiques sociales se situent aujourd'hui au croisement de tensions politiques, socioculturelles et professionnelles majeures.

Dans plusieurs chapitres, l'exil apparaît non seulement comme une expérience de rupture et de souffrance, mais aussi comme un révélateur des logiques profondes de l'État et des pratiques de ses institutions. Il se donne à voir comme une épreuve sociale, politique et existentielle, produite par des rapports historiques de pouvoir — coloniaux, raciaux, économiques, genrés — qui continuent d'organiser les sociétés contemporaines. En ce sens, l'exil constitue un analyseur privilégié des contradictions de l'État dit « social », des politiques migratoires et des promesses inachevées d'égalité et de justice sociale et raciale.

Les personnes exilées se trouvent ainsi fréquemment prises dans une double injonction : devoir se conformer aux normes de la société d'accueil tout en restant durablement assignées à une altérité racialisée, suspecte et conditionnelle. Cette configuration engendre une reconnaissance toujours conditionnelle, constamment mise à l'épreuve dans les interactions institutionnelles et professionnelles.

Dépenser la neutralité : l'intervention sociale comme champ de dominations croisées

L'un des apports majeurs de cet ouvrage est de rompre avec des postures prétendument techniques qui continuent de structurer une partie du champ du travail social. Les contributions réunies montrent que celui-ci, loin d'être un espace neutre ou purement juridico-administratif, est un champ conflictuel, traversé par des asymétries durables : accompagner sans contrôler, reconnaître sans normaliser, soutenir sans reproduire les hiérarchies existantes.

Ces contradictions ne relèvent pas de dysfonctionnements individuels ou d'erreurs ponctuelles. Elles sont structurelles et renvoient à des cadres juridiques, à des dispositifs de tri administratif, de gestion des populations et de production d'un racisme ordinaire. La notion de dominations croisées permet ici de dépasser une lecture fragmentée des inégalités : les rapports de race, de classe, de genre, de religion et de colonialité ne s'additionnent pas mécaniquement, mais s'entrelacent, se recomposent et se renforcent dans des situations concrètes et des pratiques quotidiennes d'accompagnement.

Colonialité, blanchité et usages sociaux de l'islam

Les analyses réunies s'inscrivent résolument dans une perspective critique attentive à la colonialité du pouvoir et aux effets de la blanchité comme norme invisible. Les dispositifs d'accueil, de contrôle et d'évaluation reproduisent souvent

des hiérarchies raciales et civilisationnelles, tout en exigeant des personnes exilées des preuves constantes de conformité, de loyauté et de mérite.

L'attention portée aux usages sociaux de l'islam constitue à cet égard un apport central de l'ouvrage. Loin d'être une essence ou un problème en soi, l'islam apparaît comme un objet social et politique dont les significations varient selon les contextes. Les contributions montrent que ce ne sont pas les pratiques religieuses qui posent problème, mais bien les processus de racialisation et d'instrumentalisation politique dont elles font l'objet. Cette racialisation pèse directement sur les diagnostics professionnels, les relations d'aide et les marges de manœuvre des intervenant·es.

Pour une intervention sociale critique et alliée

L'ouvrage met en évidence le rôle ambivalent des professionnel·les et des intervenant·es. Pris·es dans des contraintes institutionnelles fortes, ils et elles peuvent participer, parfois malgré eux, à la reproduction de mécanismes de domination. Mais les contributions donnent également à voir des formes de résistance, de contournement et de réinvention des pratiques : travail social critique, alliances avec les personnes concernées, mobilisations collectives, savoirs situés issus des marges. Repolitiser l'intervention sociale ne signifie pas l'idéologiser, mais reconnaître lucidement son inscription dans des rapports sociaux inégalitaires. Cela implique d'accepter l'inconfort de la réflexivité, de nommer le racisme, la colonialité et les formes ordinaires de domination là où elles opèrent, et de reconnaître la légitimité des savoirs produits par les personnes concernées, non comme de simples bénéficiaires, mais comme des sujets politiques à part entière.

Ouvrir des possibles

En réunissant des contributions issues de terrains, de disciplines et de contextes variés, cet ouvrage propose une lecture polyphonique des dominations contemporaines à l'œuvre dans l'exil et le travail social. Il n'offre pas de réponses définitives, mais ouvre des espaces de réflexion, de débat et de transformation.

Face à la montée des discours racistes, des discriminations ethno-raciales, au durcissement des politiques migratoires et à la normalisation des violences institutionnelles, il rappelle que le travail social peut être autre chose qu'un simple outil de gestion des populations indésirables. Il peut redevenir un lieu de résistance, de solidarité et de justice sociale et raciale, à condition d'affronter explicitement les rapports de domination qui le traversent.

Ainsi compris, l'exil ne se réduit ni à une condition administrative ni à une expérience individuelle. Il constitue à la fois un analyseur central des rapports de domination contemporains et un espace de résistance, de subjectivation et de production de savoirs situés. En rendant visibles ces tensions, cet ouvrage invite à penser l'intervention sociale comme un terrain politique à part entière, où se jouent, au quotidien, des rapports de pouvoir et des possibilités concrètes de transformation.

Postface

Penser et pratiquer l'intervention sociale depuis l'exil

Rachid Benbih

Une fois ce livre refermé, il devient difficile de continuer à parler de l'exil comme d'une catégorie périphérique ou transitoire. L'exil, tel qu'il apparaît dans cet ouvrage, ne se laisse pas réduire à une expérience à réparer. Il agit comme un révélateur. Il met à nu les limites de l'hospitalité proclamée, les impasses de l'égalité formelle et la violence ordinaire des procédures.

L'on ne peut comprendre la condition contemporaine de l'exil sans entendre ce fond de scène : 1492 comme moment symbolique de bascule, où expulsions, conversions forcées et purification du corps politique deviennent des opérateurs durables de classification (Dussel, 1992 ; Mamdani, 2020). Deux concepts peuvent être associés à cette année charnière, souvent considérée comme fondatrice de l'époque moderne : la notion de colonialité du pouvoir et de blancheur. La colonialité aide à « expliquer » des mécanismes ancrés : elle oblige à reconnaître que les rapports de race, de culture, de religion et de valeur sociale n'arrivent pas après coup dans les institutions ; ils en organisent souvent les évidences (Quijano, 2000). La blancheur, constituée comme norme silencieuse, n'est pas un thème extérieur au travail social : elle pèse, également, sur les diagnostics, les crédibilités accordées, la suspicion, et sur les épreuves imposées aux personnes — notamment lorsque l'islam est traité comme signe problématique plutôt que comme fait social contextualisé. Nommer cela ne consiste pas à déplacer la discussion hors du travail social : c'est au contraire clarifier pourquoi l'accueil, les droits, les procédures, l'information, l'accompagnement et même l'écoute peuvent être submergés par des héritages de hiérarchisation.

À cet égard, l'ouvrage montre que les dominations croisées ne se manifestent pas uniquement dans les politiques publiques ou les discours institutionnels, mais aussi dans les interactions ordinaires, les procédures, les catégories professionnelles, les temporalités imposées aux personnes exilées. Les textes révèlent combien ces mécanismes sont souvent naturalisés, au point de devenir invisibles, y compris pour celles et ceux qui œuvrent au nom de l'égalité et de la justice sociale. L'enjeu n'est donc pas de purifier l'intervention sociale, mais de la rendre lucide sur ses effets et ses limites.

Cette postface propose d'interroger ce que ce livre déplace durablement dans la manière de penser et de pratiquer l'intervention sociale. À travers des terrains, des écritures et des positions situés, l'ouvrage met au jour ce que l'intervention sociale fait aux personnes exilées — mais aussi ce que l'exil fait au travail social lui-même. Ce constat a une conséquence immédiate : il rend de plus en plus intenable l'idée d'un travail social extérieur aux rapports de pouvoir. Les pratiques décrites tout au long de l'ouvrage montrent que l'intervention sociale ne se déploie jamais dans un espace neutre. Elle est prise dans des dispositifs qui organisent l'attente, la sélection, la suspicion et la hiérarchisation des vies. Lire ces textes oblige à reconnaître que l'accompagnement peut aussi participer, parfois malgré lui, à la stabilisation de ces dispositifs. Ce que montrent, en effet, les contributions réunies ici, c'est que l'exil n'est pas seulement une expérience subie par les personnes migrantes. Il est devenu un principe structurant des politiques contemporaines, une modalité ordinaire de gouvernement des vies précarisées, « brisées ». Penser depuis l'exil, c'est donc

accepter de regarder autrement l'intervention sociale : non plus comme un espace extérieur aux rapports de pouvoir, mais comme un lieu où ceux-ci se rejouent, se négocient, parfois se contestent et se transforment. Cette évidence déplace immédiatement les logiques de l'intervention sociale. Non pas parce qu'elle serait « coupable » par essence, mais parce que la neutralité dont elle se réclame parfois devient, après lecture, une position de plus en plus intenable. Les pratiques décrites montrent que l'intervention sociale est prise dans une tension structurelle : accompagner sans contrôler, reconnaître sans normaliser, soutenir sans trier. Ces contradictions ne relèvent pas de défaillances individuelles ; elles tiennent à l'articulation entre dispositifs administratifs, logique d'État et hiérarchisation des vies.

Ce livre donne à voir des pratiques de déplacement, parfois fragiles, souvent minoritaires, par lesquelles des intervenant·es, des collectifs et des personnes concernées tentent de desserrer l'emprise des dispositifs dominants. Ces pratiques ne constituent pas des modèles reproductibles ni des recettes transférables. Elles sont situées, contingentes, traversées par des contradictions. Leur intérêt réside précisément dans leur capacité à ouvrir des brèches, à rendre possibles d'autres manières de penser, d'agir, de s'exprimer.

Mais l'après-lecture laisse aussi une autre trace : on ne sort pas de cet ouvrage avec une morale. On en sort avec un questionnement plus productif :

Qu'est-ce qu'intervenir quand l'intervention elle-même peut produire des effets de normalisation, de tri, de disqualification — y compris au nom de la justice ?

C'est ici que la question de la liberté, souvent réduite à une rhétorique, retrouve une densité particulière : l'exil est aussi un refus d'assignation, et la dignité implique de pouvoir ne pas être réduit à un statut, à une origine, à une identité supposée (Saïd, 2008).

Enfin, ce livre invite à repenser les alliances. Alliances entre professionnel·les et non-professionnel·les, entre les intervenant·es sociaux et les exilé·es, entre savoirs académiques et savoirs situés, entre interventions institutionnelles et formes d'entraide plus informelles, militantes. Ces alliances ne vont pas de soi : elles se construisent dans l'incertitude, le conflit et la négociation. Mais elles constituent l'une des conditions pour que l'intervention sociale cesse d'être uniquement un lieu d'adaptation à l'ordre existant et devienne, parfois, un espace de transformation. Ce livre ne se referme pas sur une dénonciation. Ce qui demeure, après lecture, ce ne sont pas des réponses définitives : ce sont des tensions, des gestes professionnels hésitants, des pratiques bricolées, des alliances fragiles, des désobéissances discrètes. Rien ici ne relève d'un modèle exportable ni d'une solution définitive. Ce qui se donne à voir, ce sont des tentatives pour tenir dans des espaces contraints, pour déplacer légèrement les cadres, pour refuser certaines évidences sans toujours pouvoir les renverser. Si l'intervention sociale veut rester fidèle à son horizon de justice, elle doit accepter de nommer ce qui traverse les pratiques — racisation, colonialité, blanchité comme norme implicite, inégalités de classe et de genre — et reconnaître que les personnes concernées ne sont pas seulement des « publics », mais des sujets politiques porteurs de savoirs, de résistances et de stratégies. Ce livre ne promet pas une réparation sans conflit. Il laisse plutôt une exigence : intervenir, désormais, suppose de savoir où l'on se tient, ce que l'on produit, et ce que l'on cautionne malgré soi.

Cette postface ne ferme pas l'ouvrage ; elle en prolonge la perspective. Elle invite à lire ce livre non comme un point d'arrivée, mais comme un outil de travail, destiné à accompagner celles et ceux qui acceptent de penser leur pratique depuis les marges, depuis l'exil, et depuis les luttes pour la dignité et la justice raciale. Elle laisse subsister une difficulté, peut-être une exigence éthique : celle de ne plus pouvoir intervenir comme si l'exil n'était qu'un problème à résoudre, et comme si l'intervention sociale pouvait se tenir à distance des rapports de pouvoir qui la traversent. Une question demeure alors ouverte et appelle à être poursuivie au-delà de cet ouvrage : que signifie intervenir lorsque l'on accepte de penser depuis l'exil plutôt que depuis la norme ? Cette question ne trouve pas de réponse univoque dans ces pages, et c'est sans doute là l'une de leurs forces. Elle invite moins à agir selon des modèles préfabriqués qu'à regarder et à nommer autrement, en acceptant l'inconfort d'une pratique qui ne peut plus se réfugier derrière l'innocence, la conviction ou la seule bonne volonté individuelle.

Bibliographie

- Dussel, E. (1992). *1492 : L'occultation de l'Autre*. Éditions Ouvrières.
- Mamdani, M. (2020). *Neither Settler nor Native: The Making and Unmaking of Permanent Minorities*. Belknap Press.
- Quijano, A. (2000). Coloniality of power and Eurocentrism in Latin America. *International Sociology*, 15(2), 215–232.
- Saïd, E. W. (2008). *Réflexions sur l'exil et autres essais*. Actes Sud.